



## Déclaration au CTSD du 9 mars 2017

Ce CTSD se tient dans une situation particulière à la veille d'élections présidentielles dont le résultat aura des conséquences quant à l'avenir de l'Education Nationale. De nombreux discours nous annoncent une nouvelle cure d'austérité alors que notre pays est un de ceux de l'OCDE qui investissent le moins dans l'école maternelle et élémentaire. Un des résultats en est que le niveau de l'échec scolaire lié à l'origine sociale est une caractéristique de notre école. Notre école mérite mieux que des comptes d'apothicaire. La réussite scolaire de tous les enfants est une nécessité pour l'avenir de notre pays. Pour le SNUipp-FSU, c'est bien d'un projet constant et d'un investissement conséquent, inscrit dans la durée, dont l'école a besoin.

Malheureusement, un constat s'impose aujourd'hui : les suppressions massives de postes des années Sarkozy n'ont pas été suffisamment compensées.

Le SNUipp-FSU a pour revendications en matière de carte scolaire d'avoir 25 élèves maximum par classe, 20 pour les écoles en éducation prioritaire et pour les classes multi niveaux, 15 en classe de TPS, la reconnaissance de la spécificité de l'école rurale, une véritable formation continue exigeant un nombre de remplaçant à la hauteur de cette ambition, des RASED ayant les moyens de répondre aux besoins des enfants, la généralisation du PDMQC pour favoriser le travail en équipe, une politique d'éducation prioritaire qui s'applique à toutes les écoles qui en ont besoin.

Très concrètement, voilà ce qu'il en est de notre département.

- 80 écoles ont des moyennes de plus de 25 élèves auxquelles il faut rajouter 14 écoles en REP+ qui ont des moyennes comprises entre 22 et 25,
- des RASED en souffrance qui n'arrivent pas à remplir pleinement leur mission : les enseignants spécialisés se voient obligés de faire des choix et prioriser certains niveaux : des élèves de cycle 3 ne peuvent être suivis et accompagnés, ainsi que les enfants de Moyenne section par exemple dans certaines circonscriptions,
- une formation continue dont l'ambition est limitée par un manque de postes de remplaçants,
- un nombre de remplaçants insuffisant également pour assurer partout et tout le temps le remplacement des collègues malades,
- dans l'ASH, la création de postes, comme par exemple en pédopsychiatrie, est indispensable pour que tous les enfants puissent bénéficier d'une scolarisation adaptée à leur situation,
- un dispositif PDMQC qui ne s'adresse faute de moyens qu'aux écoles en éducation prioritaire alors que bon nombre d'écoles hors EP mériteraient d'en bénéficier,
- une scolarisation des moins de trois ans qui, hors éducation prioritaire, ne décolle pas vraiment,
- enfin le travail d'inclusion scolaire des élèves d'ULIS mené par les équipes enseignantes pas suffisamment pris en compte dans l'étude des situations des écoles concernées.

A l'énoncé de ce constat, une évidence saute aux yeux : la dotation ministérielle de 10 postes pour la rentrée 2017 et malgré les 4 postes supplémentaires obtenus au nom de la convention rurale

ne peut pas répondre aux problèmes posés.

C'est pourquoi les décisions de carte scolaire sont attendues avec inquiétude dans de nombreuses écoles.

Le SNUipp-FSU apprécie positivement la mise en place d'un groupe de travail préparatoire au CTSD qui permet une plus grande transparence dans les opérations de carte scolaire.

Le SNUipp-FSU apprécie aussi l'action de l'Inspection d'Académie qui, dans le cadre contraint imposé par le ministère, essaye d'utiliser au mieux les 14 moyens attribués d'une part pour amorcer le développement de la scolarisation des moins de trois ans, d'autre part pour assurer la généralisation des PDMQC dans toutes les écoles relevant de l'éducation prioritaire du département. Mais vous le conviendrez avec nous, avec cette dotation, il n'est pas possible de répondre au manque de remplaçants, aux besoins de l'ASH, des RASED et surtout les moyennes d'élèves par classe dans nos écoles ne vont pas fondamentalement diminuer.

L'Inspection d'Académie envisage dans sa volonté de prise en compte des difficultés rencontrées par les écoles rurales de ne pas fermer de classe dans les RPI. C'est une bonne chose mais reste posée la question des écoles rurales hors RPI qui rencontrent pour certaines les mêmes problématiques mais subissent des fermetures. Ce n'est pas acceptable.

Par ailleurs, nous déplorons que ne puisse pas se tenir un CTSD d'ajustement en juin sachant que les prévisions de décembre 2016 sur lesquelles s'appuie le travail de ce CTSD du 9 mars auront forcément évolué en fin d'année scolaire.

Lors de ce CTSD, les élus de la FSU argumenteront pour soutenir toutes les écoles, pour le développement du service public d'éducation. Pour le SNUipp-FSU, il est grand temps de sortir d'une logique comptable. Dans le contexte de crise économique et social actuel, il est plus que jamais urgent de consacrer les moyens nécessaires à la réussite des élèves.

Les élus FSU au CTSD,

Philippe BOULARD, Didier LIENNART,  
Joëlle MASSON, Lisa DUCROS

---

**FSU du Puy-de-Dôme – Fédération syndicale Unitaire**

Maison du Peuple , 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél 04.73.31.24.83 ✉ [fsu63@fsu.fr](mailto:fsu63@fsu.fr)